



**PS.**

// Postscriptum n°11  
Journal du Parti socialiste genevois  
Mars 2018 //



**PAYER PLUS CHER UN ABONNEMENT  
PRIVÉ POUR VOIR JOUER ROGER ?**

**NON** À L'INITIATIVE  
**NO BILLAG !**

Votation fédérale n°2 le 4 mars 2018

# SOMMAIRE

## EDITO

- P.3** ● Edito, *Carole-Anne Kast*

## DOSSIER // VOTATION DU 4 MARS

- P.4** ● Le nouveau régime financier de la Confédération, *par Gilles Thorel*  
**P.5** ● Il était une fois la télévision suisse, *par Manuel Tornare*  
**P.6** ● TeleBlocher ou la SSR ? Le choix est clair !, *par Olivier Gurtner*  
**P.7** ● Billag or not Billag ? That is NOT The question..., *par Albert Rodrik*  
**P.8** ● Bernex va s'agrandir, *par Guylaine Antille*  
**P.9** ● 2x OUI au logement à Chêne-Bougeries !, *par Marion Sobanek*  
**P.10** ● NON aux coupes dans le budget de la Ville de Genève, *par Albane Schlechten*  
**P.11** ● Relever le défi de l'animation estivale de la Rade, *par Olga Baranova*  
**P.12** ● OUI à la modification du plan de zone au Petit-Saconnex !, *par Ulrich Jotterand*

## VIE DU PARTI

- P.13** ● Élections cantonales : à nous de jouer !, *par Gérard Deshusses*  
**P.16** ● Commission migration, intégration et Genève internationale, *par Emmanuel Deonna*

## VIE DES COMMUNES

- P.17** ● Projet d'aménagement des Cherpines, *par Elisabeth Gabus-Thorens*

## VIE DES ASSOCIATIONS

- P.18** ● Association Première ligne: un travail quotidien auprès des personnes usagères de drogues, *par Lydia Schneider Hausser*

### Crédits des photos :

p.3 iStockphoto.com/jakkapan21  
p.5 iStockphoto.com/peshkova  
p.6 iStockphoto.com/benignocom  
p.7 iStockphoto.com/jpikepicture  
p.9 iStockphoto.com/imgorthand  
p.10 iStockphoto.com/ziviani  
p.11 iStockphoto.com/trendobjects  
p.12 iStockphoto.com/rrocio  
p.16 iStockphoto.com/eclipse\_images  
p.17 iStockphoto.com/efcarlos

### Rédacteur en chef: Marko Bandler

Comité de rédaction : Olivier Amrein, Nadia Méric,  
Michel Pomatto, Albert Rodrik, Guillaume Zufferey  
Graphisme : Morgane Dentan  
Impression : Imprimerie Nationale

### Parti socialiste genevois

15 rue des Voisins – 1205 Genève  
022 338 20 70  
psg@ps-ge.ch / www.ps-ge.ch  
Page Facebook : «PS genevois»



## ÉDITO

Par **Carole-Anne Kast**  
Présidente du PS genevois

Le débat sur l'initiative «No Billag» et les questions qu'elle soulève vont bien au-delà du débat sur une taxe. Sous ce couvert, comme le titre trompeur le laisse croire, c'est le retour d'une fronde violente mais pernicieuse contre le service public qui se dévoile. Au-delà de la prestation attaquée, c'est également l'indépendance des médias qui est visée, un droit fondamental, constitutionnel, essentiel au débat politique et à la démocratie, sans oublier le soutien à la diffusion et à la création culturelle.

Outre la RTS, c'est tout le paysage audiovisuel suisse, mais également local et particulièrement romand, qui serait bouleversé par ce texte : plus de soutien à la SSR mais également aux TV et radios privées locales, qui vivent essentiellement grâce à la redevance.

La relation entre le monde politique et le 4<sup>ème</sup> pouvoir, les médias, est toujours tendue. Elle doit l'être, sans quoi le 4<sup>ème</sup> pouvoir n'en est plus un. «No Billag» conduirait inexorablement à l'appauvrissement de la diversité médiatique suisse. Moins ou pas d'informations de qualité dans le service public général et régional amènerait sans autre issue possible à la disparition des sources nécessaires pour que les habitant-e-s de Genève et de la Suisse puissent se forger une opinion avec des informations complètes.

Aujourd'hui déjà, l'exemple de la presse écrite nous laisse entrevoir le futur voulu par «No Billag» : «rationalisation» aux dépens des médias romands, suppression d'emplois sur

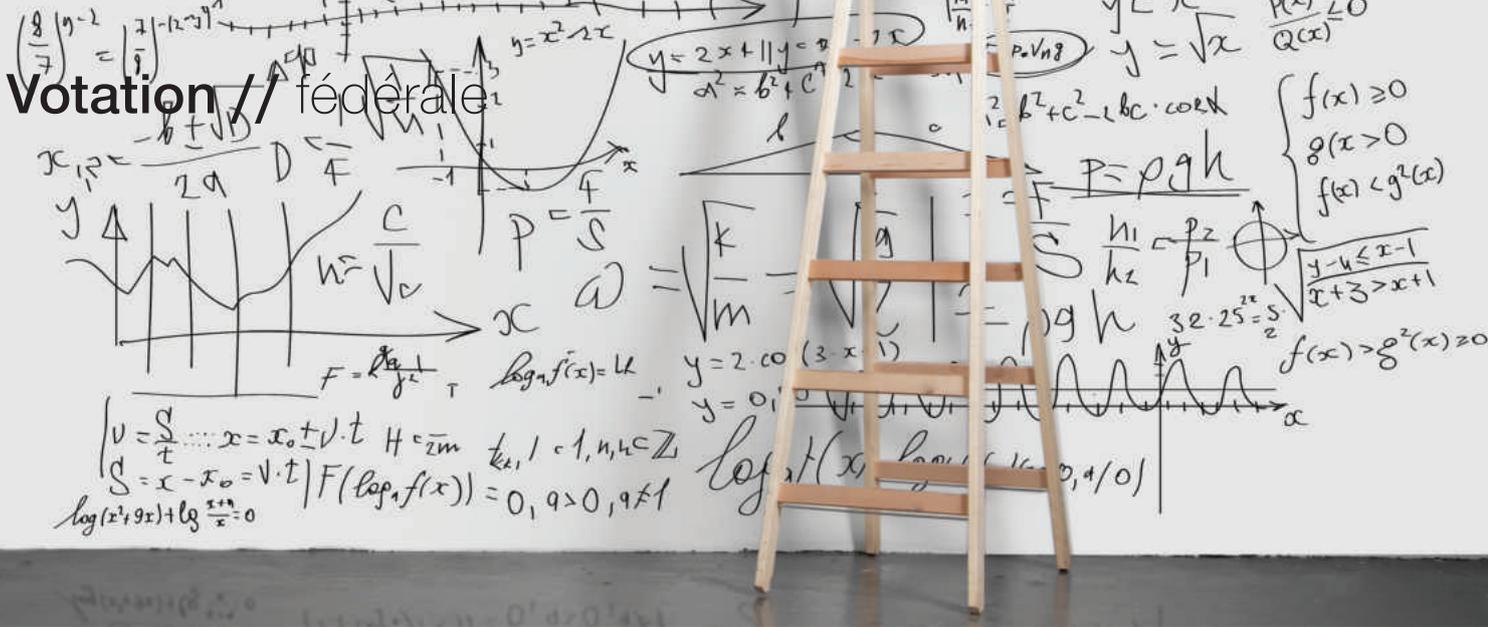
Genève et Lausanne et commercialisation de l'information en exacerbant le buzz en dépit de la déontologie.

Dans un monde «No Billag» c'est la loi de l'actionnaire qui dicterait le «vrai». Il y a fort à parier que ce modèle «à la Trump» nous conduise vers des choix politiques similaires.

**« Cette votation est donc essentielle pour le droit à l'information, pour la protection des emplois locaux, pour la cohésion nationale et donc pour l'idée même de la démocratie. »**

Cette votation est donc essentielle pour le droit à l'information, pour la protection des emplois locaux, pour la cohésion nationale et donc pour l'idée même de la démocratie. C'est pourquoi ce combat doit être celui du Parti socialiste, comme il devrait être celui de tout parti démocratique. ●

# Votation // fédérale



## LE NOUVEAU RÉGIME FINANCIER DE LA CONFÉDÉRATION

Par Gilles Thorel

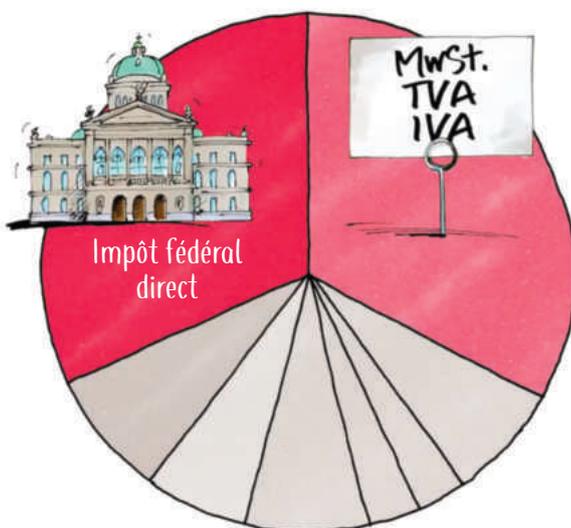
Membre du Comité directeur en charge de la formation

L'impôt fédéral direct (IFD) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sont les principales sources de recettes de la Confédération et, contrairement à ce que l'on pourrait penser, la compétence légale de prélever ces impôts est constitutionnellement limitée dans le temps... En 2004, le peuple et les cantons approuvaient la prolongation de cette compétence en acceptant l'actuel régime financier, qui prendra fin en 2020. Avec le nouveau régime financier 2021, le droit de la

Confédération de percevoir l'IFD et la TVA sera une nouvelle fois prolongé, et si accepté, la Confédération pourra continuer à percevoir ces deux impôts jusqu'à fin 2035. Le maintien de ces impôts après 2020 a fait l'unanimité au sein du Parlement.

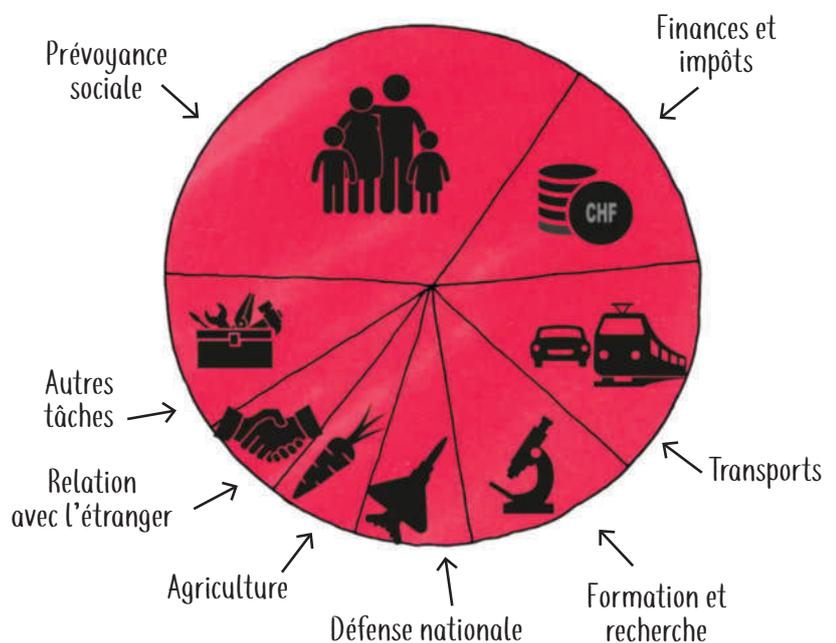
Il va de soi que le Parti socialiste approuve ce prolongement. ●

Recettes de la Confédération en 2016<sup>1</sup>



1. source: Youtube - Le Conseil fédéral suisse

Tâches financées par la Confédération<sup>1</sup>



# IL ÉTAIT UNE FOIS LA TÉLÉVISION SUISSE

Par **Manuel Tornare**  
Conseiller national

L'initiative «No Billag» interdirait à la Confédération de subventionner toute chaîne de TV/radio et de prélever une redevance de réception. Cette dernière fonction ne pourrait être déléguée à un tiers, comme actuellement avec Billag. Seuls des communiqués officiels urgents du Conseil fédéral pourraient être diffusés! Quant aux concessions, elles seraient mises aux enchères par les autorités.

Cette initiative vise clairement à démanteler le service public. Un lobby très puissant et bien doté, payant des parlementaires à Berne (qui savent très bien utiliser la SSR pour leur carrière politique!), veut le réduire au maximum.

La conception large du service public que défend la SSR, attaquée sur plusieurs fronts, garantit des contenus médiatiques de qualité, variés et indépendants, essentiels pour la formation de l'opinion publique. La taille critique suffisante de la SSR permet d'assurer ces prestations, capables de résister à la concurrence étrangère active en Suisse, la SSR favorisant la cohésion nationale grâce à son contenu journalistique.

**«La conception large du service public que défend la SSR garantit des contenus médiatiques de qualité, variés et indépendants, essentiels pour la formation de l'opinion publique»**

Dans cette campagne, on entend tout et son contraire et les *fakes news* fleurissent.

A ceux qui prétendent que «le modèle étatiste SSR a fait son temps, que la gestion publique/privée s'impose», rappelons que la SSR n'est nullement au service de l'État, mais est soumise à l'obligation de diffuser une information libre, critique et diversifiée. Nous ne sommes pas en Russie...

A ceux qui affirment que «la SSR jouit d'un monopole accaparant les ressources, ne laissant aucune chance aux médias privés», renvoyons ceux-ci au mandat inscrit dans

la loi qu'elle reçoit, qui contient des obligations claires: la SSR doit être au service de la démocratie suisse, de ses quatre langues, de ses cultures. Sans redevance, ce mandat n'est pas réalisable. D'autre part, la SSR n'a jamais empêché le développement de médias privés. Et que deviendraient les minorités francophone, italophone, romanche, qui profitent de la répartition de la redevance, sans un média de service public? Dans ces parties de notre pays, le marché peu rentable séduit peu des groupes commerciaux suisses, mais elles seraient la proie de groupes étrangers, ayant une surface territoriale rentable suffisante, qui inonderaient le paysage audio-visuel de notre pays...

A ceux qui clament qu'il y a un plan B, «Qu'avec No Billag, la SSR continuerait à exister», la SSR ne parviendrait pas avec une telle décision à refinancer son offre actuelle, et surtout pas en Romandie ou au Tessin!

A ceux qui avancent le prix de la redevance -365 frs dès 2019- soyons clairs: avec la suppression de la redevance, on ne pourra plus regarder certains événements sportifs, surtout suisses, ou culturels, car trop chers. On devra payer pour les voir, et bien plus cher. Offre donc restreinte, mais coûteuse. Comme la base de Canal+: 600frs par an, veut-on cela?

Discuter du contenu de la SSR, chacun y souscrit, mais la «tuer»? N'oublions pas aussi que la redevance fait vivre des dizaines de radios ou TV locales, soutient le cinéma suisse, etc. Et la SSR, ce sont des milliers d'emplois.

Certains pays ont voulu tuer le service public audiovisuel: la «berlusconisation» ou la «blocherisation» de nos médias publics nous menacent, et veulent formater l'opinion publique.

Résistons!

Votons NON à «No Billag» le 4 mars 2018 ●

## TELEBLOCHER OU LA SSR ? LE CHOIX EST CLAIR !

Par **Olivier Gurtner**

Conseiller municipal en Ville de Genève

Dans un contexte où les médias privés sont toujours plus menacés, où les plans sociaux succèdent aux « mesures structurelles » sans stratégie autre que la rentabilité, la Suisse a besoin de médias autonomes, forts et libres. C'est là une garantie essentielle de la démocratie, du débat contradictoire, de l'esprit critique et de la liberté de pensée ; des valeurs défendues depuis toujours par le Parti socialiste.

### **Garantir la cohésion helvétique**

Avec 4 langues nationales et une petite population, la Suisse a besoin de médias qui couvrent les actualités régionales. Grâce à ses 17 stations radio et 7 chaînes de télévision, la SSR assure un traitement diversifié et de qualité de la vie politique, culturelle, sociale scientifique et sportive. La suppression de la redevance menace ce moyen de communication entre les habitant-e-s de la Suisse et la diversité linguistique.

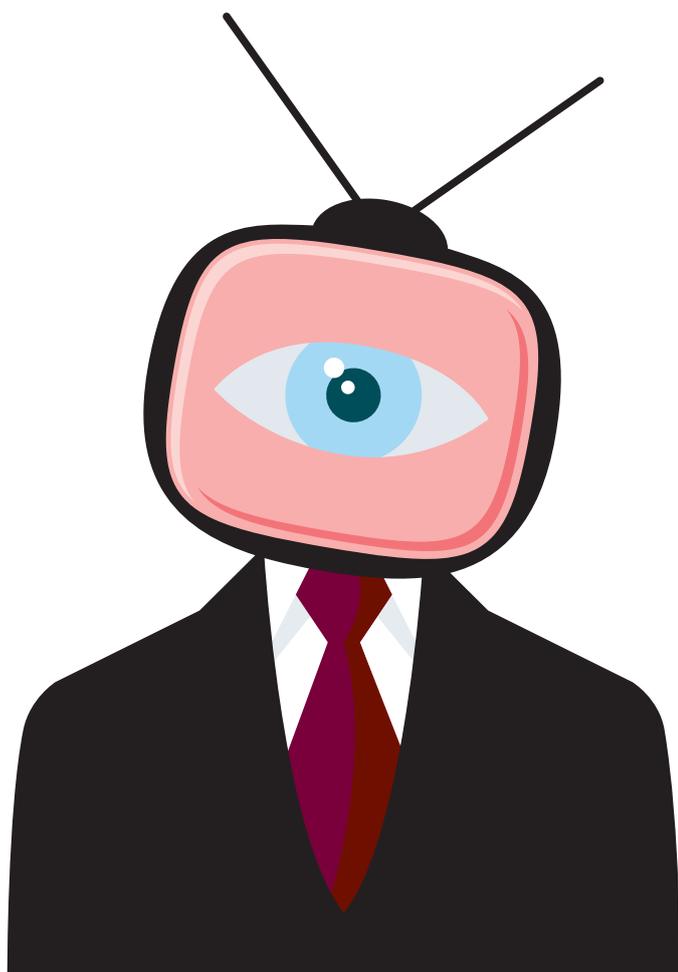
### **Une menace pour Genève**

La SSR, c'est 6000 collaboratrices et collaborateurs dont les emplois seraient touchés très directement par No Billag. À Genève, siège historique de la télévision, ce sont 1000 postes qui pourraient être supprimés. Par ailleurs, il faut rappeler que les radios et TV privées – par exemple Léman Bleu – sont aussi menacées par No Billag. Chacun de ces médias contribue à la diversité d'opinion, ce dont les initiants semblent n'avoir que faire.

### **Non à Berlusconi en Suisse !**

A quoi pensent les initiants au juste ? Quel est leur modèle ? Une télévision à la Berlusconi, au « temps de cerveau disponible » version TF1 ? Un paysage médiatique contrôlé par Tamedia, une entreprise qui licencie du personnel alors qu'elle fait des bénéfices (+37% en 2017) ? Entre TeleBlocher et la SSR, le choix est clair.

Force progressiste et attachée à la liberté d'informer, la gauche s'oppose avec conviction à cette attaque féroce contre la qualité et la diversité de l'information. Plutôt que devenir un supermarché pour les annonceurs, les médias doivent garder une vraie vocation, si bien résumée par le journaliste de télévision Jacques Chancel : « Il ne faut pas donner au téléspectateur ce qu'il aime mais ce qu'il pourrait aimer ». Rendez-vous le 4 mars ! ●



**24 décembre : un Noël version père fouettard. Comme cadeau maudit de Réveillon, un sondage du Matin Dimanche annonce un « désaveu » cinglant contre la Société Suisse de Radio-Télévision (SSR) : 57% de la population soutiennent l'initiative No Billag, pour supprimer la redevance.**

Cadeau maudit ? Condamnée la SSR ? Condamnés les médias de service public ? La menace est très sérieuse et le danger mortel. En effet, supprimer la redevance le 4 mars 2018, c'est amputer très lourdement le budget de la SSR, donc son indépendance éditoriale et financière !

En tant que Socialiste, il faut combattre cette initiative qui porte atteinte au service public et à l'information indépendante. Le Parti socialiste genevois l'a clairement rejetée, le 29 novembre, en Assemblée Générale.



# NO SIGNAL

## BILLAG OR NOT BILLAG? THAT IS NOT THE QUESTION...

Par **Albert Rodrik**

Membre du Comité directeur

Depuis sa création au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Suisse essaie de se construire en dépit de ses différences multiples et diverses. La Willensnation n'a toujours pas terminé la recherche de ciments de tous genres et ne prendra jamais le risque d'abandonner la quête constante d'une cohésion, dont le volet le plus complexe est la préservation des diversités perçues comme des richesses fécondes.

Pour cette voie ardue de notre constante recherche de cohésion respectueuse des diversités, la Suisse a trouvé, ou forgé, des outils adéquats.

Parmi ces outils, notre pays a bien dû réaliser que les grands moyens de communication électroniques constituaient la voie royale. Ces outils sont ainsi devenus agents constructeurs de la cohésion nationale, constructeurs d'identité, à travers toutes les facettes qui constituent ladite identité si difficile à cerner. Les embûches, en particulier les «Y'en a point comme nous» ou les «c'était mieux avant» sont perfides et rétrogrades. Cette initiative «No Billag» a la supercherie nichée partout et d'abord dans son titre. Billag, agent de perception de redevances, n'est certainement pas le grand diable que l'on pourfend. Ce que vise «No Billag» mais oui à la malhonnêteté intellectuelle, est le droit des populations de ce pays, les fameux libres citoyens de la libre Helvétie à une information indépendante par les professionnels du métier.

Sur des dizaines de sujets, hiver et été, dimanche après dimanche, nous sommes appelés à dire oui ou non, à des questions de plus en plus complexes. Les initiants ont compris

que pour refiler aux citoyennes et citoyens leurs fructueuses camelotes, il fallait avant tout museler la radio télévision publique, mais non étatique, les journalistes indépendants et professionnels de la presse.

Qu'est-ce que cela signifie: qu'elle n'est ni à la merci des puissances d'argent, ni des organes d'Etat.

**« Le but fondamental de la supercherie, du piège que l'on nous tend le 4 mars 2018 est d'empêcher la libre formation d'une opinion en Suisse »**

Le but fondamental de la supercherie, du piège que l'on nous tend le 4 mars 2018 est d'empêcher la libre formation d'une opinion en Suisse. Les initiants visent la démocratie. S'ils atteignent leur but, cela ne sera pas réversible. Les populistes qui ont déjà réussi à dévoyer la démocratie directe en plébiscite de type napoléonien, les capitaines d'industrie et surtout quand ils se conjuguent pour être plus forts, ces gens ne renvoient pas l'ascenseur.

Croyez-vous que c'est le chapeau qui gênait Guillaume Tell? Non, c'est le diktat du potentat! ●



## BERNEX VA S'AGRANDIR

Par **Guylaine Antille**

Conseillère administrative à Bernex

Pour répondre au besoin croissant de logements du canton, l'Etat de Genève a décidé de développer la commune de Bernex en commençant par le quartier de Saint-Mathieu. Le 13 juin 2017, le Conseil municipal a préavisé positivement le Plan Localisé de Quartier (PLQ) Saint-Mathieu et ses 380 logements. Le Conseil administratif s'est également positionné favorablement sur ce PLQ. Un référendum a été lancé contre ce préavis: la population bernésienne votera donc le 4 mars 2018.

En recueillant les signatures pour faire aboutir ce référendum, les élu-e-s ont entendu les préoccupations qui se sont exprimées. Des informations complémentaires ont été données et des débats ont été organisés afin de permettre à chacune et chacun de se forger une opinion solide. Face à un développement sur lequel les autorités communales n'ont que peu d'emprise, les élu-e-s ont décidé-e-s d'être proactif-ves et de faire de ces nouveaux quartiers une réelle opportunité pour la commune. Ils-elles ont souhaité créer des lieux où il fera bon-vivre et qui offriront de nouvelles infrastructures nécessaires aux Bernésien-ne-s.

Pour ce faire, une convention a été signée entre la commune et les porteurs du projet. Cette convention prévoit, entre autre, une priorisation de l'attribution de logements aux Bernésien-ne-s, la création d'espaces publics de qualité et la construction de logements respectant certaines normes écologiques.

De plus, ce nouveau quartier répondra aussi aux besoins actuels des Bernésien-ne-s grâce à la création d'infrastructures communales adaptées comme une crèche de 90 places; des appartements avec encadrement pour personnes âgées; des commerces de proximité; une maison de la santé avec des médecins et des spécialistes. Ces nouvelles infrastructures créeront une centaine de nouveaux emplois pour notre commune.

Quel que soit le résultat de la votation du 4 mars 2018, Bernex va s'agrandir. Mais il appartient à la population bernésienne de savoir si elle veut rester partenaire de ce développement ou si elle souhaite se retirer des discussions. Voter OUI le 4 mars prochain, c'est aussi permettre la mise en œuvre de la convention. C'est permettre à Bernex de s'assurer que ses besoins seront respectés. En cas de refus le 4 mars prochain, toutes ces avancées seront mises en péril, sans pour autant arrêter le développement du quartier. La commune ne pourra alors plus être partie prenante des négociations et perdra toute possibilité de modification du projet; ce qui serait le scénario du pire pour notre commune.

Les élu-e-s socialistes invitent donc la population à voter OUI le 4 mars 2018, car soutenir le Plan Localisé de Quartier, tel qu'il a été négocié, c'est soutenir un projet adapté aux besoins des Bernésien-ne-s, de nos familles, de nos jeunes et de nos aînés. ●

## 2 x OUI AU LOGEMENT À CHÊNE-BOUGERIES !

Par **Marion Sobanek**

Conseillère municipale à Chêne-Bougeries

Les Socialistes appellent à voter OUI à la modification de zone et OUI au PLQ adopté au Conseil municipal pour réaliser 267 logements vers la route Jean-Jacques Rigaud. Ces deux décisions sont contestées par un référendum. Pourquoi ? Parce que, bien que le terrain se trouve actuellement en zone villa, il était utilisé par son propriétaire comme terrain agricole ; le dernier de la commune. La récente urbanisation de la parcelle voisine (un ancien champ de cardons) a engendré un changement radical dans le quartier et le sentiment, chez certains, que l'on « construit trop ». Les référendaires veulent préserver l'affectation du terrain de 33 880 m<sup>2</sup> à l'activité agricole et créer une ferme urbaine. Cependant, à aucun moment de la négociation, un tel projet n'a été évoqué. Les Socialistes suggèrent depuis longtemps au Conseil administratif de se préoccuper des terrains constructibles, de les acquérir dès que possible pour en maîtriser le développement, et de favoriser la concertation avec les habitant-e-s, mais ils n'ont jamais obtenu de majorité dans une commune dominée par le PLR ; l'exécutif refusant systématiquement de « se substituer au privé ». Une ferme urbaine ne connaîtrait pas de meilleur sort dans la configuration actuelle.

### Un projet négocié et maîtrisé

Le projet actuel, issu d'une négociation entamée en 2011 entre commune, vendeur, État et promoteur, n'est pas un projet socialiste. Mais il est le projet le plus équilibré que l'on puisse espérer. Il permet de lutter contre la crise avec 268 nouveaux logements. Un véritable bol d'air pour Genève qui souffre d'un cruel manque de solutions en termes de logement. Les habitant-e-s de Chêne-Bougeries seront en outre prioritaires dans les attributions, un immeuble étant d'ores et déjà réservé aux personnes âgées.

« Ce projet permet de lutter  
contre la crise avec 268 nouveaux  
logements »

### Un projet pour toutes et tous

Ce projet préserve également la cohésion sociale. La mixité est garantie, grâce à des parts égales de logements à loyer libre, de logements d'utilité publique (LUP) et de propriétés par étages (PPE). En évitant un déclassement du terrain en zone villa, qui conduirait à la seule construction de villas et de PPE pour un maximum de profit sans aucun équipement public, le projet permet de loger tout type de personne de manière adéquate en favorisant le vivre-ensemble. Le développement de ce nouveau quartier bénéficiera à l'en-



semble des habitant-e-s du secteur. Il y aura des espaces communaux destinés aux activités de quartier, une accessibilité via un cheminement cyclable et piétonnier et de généreux espaces de verdure. En effet, 40% de la superficie du projet sera construite contre 60% de terrain en terre pleine. La plupart des arbres ne seront pas touchés, et il est prévu d'en planter davantage. Les futur-e-s habitant-e-s jouiront ainsi d'une qualité de vie exemplaire. Situé à proximité directe des espaces verts, ce secteur est idéal pour la réalisation d'un développement urbain maîtrisé et équilibré.

Pour trouver une solution aux problèmes de mobilité soulevés par les référendaires, le Département de l'environnement, des transports et de l'agriculture (DETA) promet des bus TOSA (Trolleybus Optimisation Système Alimentation) avec une capacité de 2225 p/h ; une amélioration des transports publics et de la mobilité douce étant absolument nécessaire dans ce quartier.

Par conséquent, les Socialistes de Chêne-Bougeries soutiennent la construction de ces logements, et poursuivent la lutte pour un développement maîtrisé de la région afin de garantir la cohésion sociale. ●

## NON AUX COUPES DANS LE BUDGET DE LA VILLE DE GENÈVE



**Le 4 mars, restons engagé-e-s, solidaires et refusons les coupes dans le budget de la Ville de Genève! NON à des coupes dans les prestations octroyées par une collectivité publique qui se porte plus que bien.**

La Ville de Genève réalise depuis 10 ans des bonis aux comptes, la dette reste stable et les charges sont maîtrisées ; elle a d'ailleurs été classée en deuxième rang des villes les mieux gérées de Suisse.

Tenant les mêmes propos alarmistes et mensongers chaque année, la droite élargie du Conseil municipal du PDC au MCG, réitère son travail de sape. Plus grave, elle instaure progressivement, depuis le début de cette législature, un climat de défiance envers les autorités et envers les institutions qui représentent notre ville. Elle insuffle des soupçons de mauvaise gestion au sein des services et réclame des audits de toute part, alors que la priorité des fonctionnaires est de fournir des prestations à la population.

Le vote sur ces référendums arrive un an après le vote du budget en plénière du Conseil municipal, et se tient alors que nous votons en même temps au Conseil le budget 2018. Si on ajoute la votation annulée du mois de septembre, on pourrait penser que cette votation est absurde ; elle l'est en bonne partie. Toutefois, malgré ces aléas politiques, les raisons pour lesquelles nous appelons à voter contre ces

Par **Albane Schlechten**

Conseillère municipale en Ville de Genève, cheffe de groupe

coupes restent inchangées : il s'agit d'un positionnement politique et social contre le démantèlement d'une collectivité publique. Il s'agit de défendre notre ville, comme nous l'avons fait déjà en 2016. Nous avons refusé à plus de 60% ces coupes et l'idéologie qu'elles contiennent. Nous avons refusé de toucher, même légèrement, à des lignes qui permettent des actions de médiation pour amener la culture vers toutes et tous, qui soutiennent des projets dans le domaine de la solidarité internationale, des actions visant l'accueil et la cohésion sociale dans nos quartiers, notamment l'aide aux personnes migrantes ainsi qu'à toute personne précarisée.

Nous refusons de brader notre ville, nous ne laisserons pas des services de compétences publiques disparaître ou être réduits à un niveau médiocre. Nous ne céderons pas aux menaces, ni aux chantages de la droite qui essaime des soupçons sur la fonction publique, sur nos magistrat-e-s, sur des prestations de compétences municipales, avec derrière un projet très clair de privatisation de certaines tâches.

**« Nous ne laisserons pas des services de compétences publiques disparaître ou être réduits à un niveau médiocre »**

On l'observe dans d'autres domaines et à différentes échelles, le service public est mis à mal. L'idéologie du tout au marché menace aujourd'hui également les services publics de l'audiovisuel. Quel est le programme ? Devra-t-on payer chaque service au pro rata de l'utilisation personnelle que nous en faisons ? Quid de la solidarité entre les régions au sein de la population entre les cultures ? Le rôle du Parti socialiste est de porter un discours responsable, fédérateur et de défendre une administration et des prestations incluanes, ainsi que des programmes visant à réduire les inégalités.

Genève est une ville de culture qui intègre et prend soin de ses habitant-e-s qu'ils ou elles soient résident-e-s, de passage pour un temps ou installés durablement. Nous avons la chance en Ville de Genève d'avoir les moyens de nos ambitions, ne cédon pas face aux discours tronqués et alarmistes et portons notre projet ensemble.

En disant 4x NON lors de cette votation, nous affirmons 4 fois plus fort notre soutien à une ville partagée, solidaire, incluanne, œuvrant quotidiennement à supprimer les inégalités. ●



# RELEVER LE DÉFI DE L'ANIMATION ESTIVALE DE LA RADE

Par **Olga Baranova**

Conseillère municipale en Ville de Genève

**Les Fêtes de Genève défraient la chronique depuis des années. A juste titre : leur survie est doublement en jeu. D'un côté, deux éditions consécutives ont été hautement déficitaires (6 millions de pertes en 2016 ; 3,5 millions en 2017). De l'autre, une initiative municipale en Ville de Genève demande la limitation de la durée des Fêtes à 7 jours. Le Conseil municipal a utilisé sa marge de manœuvre en présentant un contre-projet susceptible d'obtenir un soutien majoritaire pour garantir un avenir à cet événement populaire.**

## **Une gestion défaillante, un concept dépassé**

Indéniablement, les Fêtes de Genève font partie intégrante du paysage estival genevois. En même temps, elles ont « grandi » de manière chaotique exerçant ainsi une pression croissante sur un des espaces publics les plus symboliques de Genève, à savoir la Rade. D'autres griefs concernent la privatisation des accès au lac, un concept d'animation musicale incohérent ainsi que, bien évidemment, les nuisances qui touchent particulièrement les habitant-e-s des Pâquis et des Eaux-Vives. L'initiative municipale soumise au peuple le 4 mars 2018 est un reflet de ce mécontentement. Néanmoins, ses conséquences porteraient un coup de grâce à cet événement symbolique : en demandant une réduction à sept jours (et, par conséquent, un seul week-end), elle priverait les Fêtes de Genève de toute viabilité financière.

## **Des défis de taille**

Pour rappel, les Fêtes de Genève sont organisées par la Fondation Genève Tourisme & Congrès, qui, comme son nom l'indique, est chargée de la politique touristique du canton. Financée principalement par la taxe de séjour, cette

fondation porte aujourd'hui la responsabilité (autant organisationnelle que financière) des Fêtes. Ni le canton, ni la ville de Genève ne peuvent aujourd'hui s'y substituer. Un double défi attend la Fondation Genève Tourisme dans les mois à venir : proposer un nouveau concept des Fêtes et, en même temps, améliorer considérablement leur gouvernance pour ne pas refaire les erreurs du passé. Les collectivités publiques genevoises auront un rôle à jouer pour accompagner de près ce processus. Le contre-projet du Conseil municipal est un premier pas important dans cette direction.

« Une chose est claire :  
au-delà des goûts de chacun-e,  
les Fêtes de Genève méritent  
un avenir »

## **Le contre-projet à l'IN-5 : repartir sur des bases saines**

En proposant une durée de onze jours au total, le contre-projet permet le déroulement des Fêtes sur deux week-ends tout en fixant un cadre au futur concept, notamment en exigeant la valorisation des produits régionaux, des prix accessibles ainsi que la protection des espaces verts et de l'accès au lac. Ce texte a été soutenu par la très grande majorité des partis qui, du moins on l'espère, réaffirmeront leur engagement en faisant campagne dès janvier. Car une chose est claire : au-delà des goûts de chacun-e, les Fêtes de Genève méritent un avenir. Et celui-là tient à un OUI ferme au contre-projet ! ●



## OUI À LA MODIFICATION DU PLAN DE ZONE AU PETIT-SACONNEX!

Par **Ulrich Jotterand**

Conseiller municipal en Ville de Genève

**Les Socialistes de la section Ville de Genève recommandent d'accepter la délibération du Conseil municipal du 17 mai 2017 approuvant un projet de modification des limites de zones permettant la création d'une zone de développement 3, situé entre le chemin Moïse-Duboule, le chemin de la Tourelle, le chemin des Crêts et la Place du Petit-Saconnex.**

**Pourquoi voter OUI à cet objet? Trois arguments soutiennent cette position.**

Tout d'abord, la question du logement est une priorité pour les Socialistes. L'enjeu de cette votation vise à asseoir la possibilité de construire à terme environ 200 logements. Est-il nécessaire de rappeler combien la situation du marché du logement est tendue à Genève? Faut-il insister sur le fait que Genève contraint –en raison de la pénurie et des coûts– des milliers d'habitant-e-s à s'établir chez nos voisins français. Tout doit être fait pour remédier à cela.

**«La question du logement est une priorité pour les Socialistes. L'enjeu de cette votation vise à asseoir la possibilité de construire à terme environ 200 logements»**

Ensuite, il faut avoir à l'esprit que la loi fédérale de l'aménagement oblige le canton à densifier la zone suburbaine (par exemple le Petit-Saconnex) et ne permet quasiment plus de déclasser des terrains agricoles pour construire des logements. «La Ville à la campagne» et le mitage du territoire appartiennent désormais au passé. Par ailleurs, la densification intermédiaire entre 1 et 1.8 prévue pour cette

zone est raisonnable et sera à confirmer lors du traitement du futur plan localisé de quartier (PLQ).

Enfin, la modification de zone ne touche pas les éléments patrimoniaux dignes d'intérêt. La place du village, le café du Soleil ainsi que deux villas Heimatstil sont en dehors de la zone et ne sont donc pas concernés par cette modification. En d'autres termes, contrairement à ce que disent les opposants à la modification de zone, les éléments historiques intéressants seront préservés. Et la place du Petit-Saconnex ne sera pas défigurée. Votons OUI pour défendre des quartiers vivants!

Pour conclure, il est important de relever que ce dossier a été traité avec attention tant au Grand Conseil qu'au Conseil municipal. Les commissions des pétitions des deux Conseils ont reçu les représentant-e-s des habitant-e-s et ont conclu chacune au classement des pétitions. Les commissions de l'aménagement du Canton et de la Ville ont donné des préavis clairement favorables à la modification de zone. Et en séances plénières, les deux conseils ont également approuvé cette modification de zone. Dernier point, les commissaires socialistes de la commission de l'aménagement du Conseil municipal ont pris unanimement position pour la modification de zone. Les Conseillers municipaux socialistes ont confirmé ce choix lors de la session du Conseil municipal du 17 mai 2017. Enfin, l'Assemblée générale de la section Ville de Genève du PS genevois a confirmé très clairement les prises de position socialistes au Conseil municipal. Ce référendum défend avant tout des intérêts particuliers. Ce n'est pas pour rien qu'il a été massivement soutenu par le MCG et l'UDC avec des arguments aussi méprisables que ceux utilisés dans leurs initiatives contre «l'immigration de masse». La prise en compte de l'intérêt général, le choix socialiste de construire en ville, et celui de poursuivre un développement raisonnable et raisonné, exigent de voter OUI à cette modification de zone. Sans hésiter! ●

# ÉLECTIONS CANTONALES : À NOUS DE JOUER !

Par **Gérard Deshusses**

Président du Comité de pilotage socialiste pour  
la campagne des élections cantonales

Dix semaines !

Dix semaines et la campagne des élections cantonales 2018 s'achèvera ! Et ces élections, nous devons les remporter ! Ces élections, le Parti socialiste doit les gagner pour Genève, ses habitantes et ses habitants, pour engager enfin une politique cohérente, sociale et respectueuse de notre environnement, une politique tout à la fois responsable, courageuse et ambitieuse dont notre République a grand besoin.

Nous réussissons !

Anne Emery-Torracinta, notre magistrate sortante, forte d'un solide bilan, Thierry Apothéloz et Sandrine Salerno, Conseiller et Conseillère administratif-ve de talent, trois candidates et candidat remarquables au Conseil d'Etat conduisent notre campagne avec force et détermination !

Une liste de cinquante et une personnes, militantes et militants de valeur pour le Grand Conseil ! Autant de candidates et candidats qui s'investissent avec conviction et talent dans une campagne qui chaque jour prend plus d'ampleur et de résonance auprès des électrices et électeurs.

Ce sont de nombreux stands chaque semaine dans tout le canton, où nos membres, inscrits sur les listes ou non, volontaires et souriants se présentent à la population et exposent notre programme !

Ce sont les porte-à-porte, quartier par quartier, rue par rue, qui rencontrent auprès des habitantes et habitants abordés un vif succès !

C'est notre initiative lancée cet automne qui répond à l'attente de la population concernant la santé, en exigeant que les primes d'assurances-maladie soient limitées à 10% du revenu !

C'est, plus encore, notre présence plus déterminée que jamais dans la rue, auprès des Genevoises et Genevois, notre visibilité, notre disponibilité, notre proximité qui font notre force et montrent la qualité de notre engagement !

Et c'est dans cette dynamique de dialogues et d'échanges avec les électrices et électeurs que nous afficherons aussi très clairement nos positions à l'occasion des votations du 4 mars, notamment notre opposition ferme à l'initiative No billag !

Parce que nous voulons gagner les élections cantonales, mais que nous ne voulons pas perdre pour autant sur quelque point que ce soit en mars prochain.

Nous voulons gagner.

Nous pouvons, nous devons gagner !

A nous de jouer ! Avec l'envie et le sourire. ●

## CANDIDAT-E-S AU CONSEIL D'ETAT LISTE N°1, LES SOCIALISTES



**Anne Emery-Torracinta**

59 ans, Conseillère d'Etat en charge du Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP)



**Thierry Apothéloz**

47 ans, Conseiller administratif à Vernier, travailleur social et juriste



**Sandrine Salerno**

46 ans, Conseillère administrative en Ville de Genève

# CANDIDAT-E-S AU GRAND CONSEIL

## LISTE N°3, LES SOCIALISTES



**Romain De Sainte Marie**, 32 ans, Député chef de groupe, chef de projet Uni-emploi



**Carole-Anne Kast**, 43 ans, Maire d'Onex, juriste



**Thomas Wenger**, 40 ans, Député vice-chef de groupe, chargé de projet



**Caroline Marti**, 28 ans, Députée, secrétaire générale d'une association



**Marko Bandler**, 42 ans, Député suppléant, responsable d'un service social



**Salima Moyard**, 34 ans, Députée, enseignante au CO, syndicaliste



**Christian Dandrès**, 36 ans, Député, juriste à l'Asloca et avocat



**Helena Verissimo de Freitas**, 43 ans, cheffe d'entreprise



**Grégoire Carasso**, 37 ans, Conseiller municipal à Genève, administrateur PME



**Marion Sobanek**, 62 ans, Députée suppléante, Conseillère municipale à Chêne-Bougeries



**Sylvain Thévoz**, 43 ans, Conseiller municipal à Genève, travailleur social



**Jennifer Conti**, 33 ans, Conseillère municipale à Genève, chargée de communication



**Martin Staub**, 34 ans, Conseiller municipal à Vernier, avocat



**Nicole Valiquier Grecuccio**, 57 ans, Députée, cheffe de projet culture et urbanisme



**Jean-Charles Rielle**, 65 ans, Député, médecin retraité



**Amanda Gavilanes**, 34 ans, Conseillère municipale à Genève, coordinatrice CUSO



**Cyril Mizrahi**, 38 ans, Député, avocat à Inclusion Handicap et avocat indépendant



**Maria Casares**, 56 ans, Députée suppléante, administratrice



**Michel Pomatto**, 57 ans, Conseiller municipal au Grand-Saconnex, enseignant



**Léna Strasser**, 38 ans, formatrice d'adultes



**Guilhem Kokot**, 22 ans, étudiant en sciences de l'éducation



**Maria Vittoria Romano**, 51 ans, Conseillère municipale à Genève, cadre RH UNIGE



**Youniss Mussa**, 21 ans, étudiant en droit, secrétaire politique au GSSA



**Xhevrie Osmani**, 25 ans, Conseillère municipale à Meyrin, étudiante





**Diego Esteban**, 24 ans,  
étudiant en droit



**Glenna Baillon-Lopez**, 45 ans,  
Conseillère municipale à Plan-  
les-Ouates, juriste



**Cruz Melchor Eya Nchama**,  
72 ans, Conseiller municipal au  
Grand-Saconnex, consultant



**Gladys Acosta Brandrup**,  
48 ans, Conseillère municipale  
à Vernier, éducatrice



**Denis Chiaradonna**, 42 ans,  
Conseiller municipal à Vernier,  
juriste



**Badia Luthi**, 52 ans, Conseil-  
lère municipale à Meyrin,  
travailleuse sociale



**Nicolas Clémence**, 33 ans,  
Conseiller municipal  
à Lancy, urbaniste



**Patricia Vatré**, 52 ans,  
styliste, costumière



**Michel Zimmermann**, 61 ans,  
Conseiller municipal à Versoix,  
comédien



**Cecilia Viret**, 52 ans,  
assistante administrative



**Alberto Velasco**, 70 ans,  
Député, président de  
l'Asloca Genève



**Michel Fabre**, 55 ans, Prés.  
Conseil municipal à Meyrin,  
informaticien bancaire



**Régis De Battista**, 64 ans,  
Conseiller municipal à Genève,  
dir. Maison des Association



**Emmanuel Deonna**, 38 ans,  
Conseiller municipal à Genève,  
journaliste



**Jean-Pierre Tombola**, 51 ans,  
Conseiller municipal à Vernier,  
adjoint administratif



**Théo Keel**, 25 ans, étudiant en  
histoire économique



**Patrick Lapalud**, 45 ans,  
Conseiller municipal à Onex,  
spécialiste Télécom



**Thierno Barry**, 35 ans,  
Conseiller municipal à Lancy,  
travailleur social



**Hysri Halimi**, 30 ans, Conseil-  
ler municipal à Meyrin, étu-  
diant à Sciences Po Grenoble



**Jorge Gajardo**, 51 ans,  
employé en Ville de Genève



**Manuel Alonso Unica**, 48 ans,  
expert en finances et crimina-  
lité économique



**Frédéric Baldini**, 45 ans,  
chargé de projet à Helvetas



**Thomas Bruchez**, 19 ans,  
étudiant



**Benjamin Benda**, 24 ans,  
étudiant en droit



**Roland Burkhard**, 61 ans,  
avocat



**Pierre-Yves Bossard**,  
54 ans, avocat



**Ismet Kurteshi**, 58 ans,  
service d'immeubles

#JEVOTEPS

# COMMISSION MIGRATION, INTÉGRATION ET GENÈVE INTERNATIONALE

Par **Emmanuel Deonna**

Président de la commission Commission migration, intégration et Genève internationale du PS genevois



La Commission migration, intégration et Genève internationale se réunit au siège du parti quatre à six fois par année. Elle est ouverte à toutes et tous les membres et sympathisant-e-s intéressé-e-s.

La plupart des camarades socialistes qui participent à la commission ont un parcours marqué par la migration. Presque tous les continents (Europe, Asie, Afrique, Amérique-Latine) sont représentés parmi les camarades et leurs ascendant-e-s.

Les membres de la commission qui sont nés en Suisse avec le passeport à la croix-blanc ont, en général, une activité professionnelle ou militante en lien avec la migration et la diversité culturelle, que ce soit dans le secteur public, parapublic ou associatif. Les diversités d'origines, ainsi que les perspectives diverses sur la migration des participant-e-s, assurent la richesse des débats. Les échanges débordent parfois inévitablement la discussion à caractère politique pour toucher à des dimensions de vie plus personnelles.

Depuis 2014, la commission a effectué des recommandations dans le domaine de l'asile et de la défense des personnes sans statut légal. Après le vote du 9 février 2015 qui était censé bouleverser les règles régissant nos rapports avec l'Union Européenne, nous avons été confrontés à un grand nombre de défis, que ce soit au niveau fédéral, cantonal ou communal.

Les dossiers suivants méritent une mention particulière. Ils nous ont en effet beaucoup occupé ces trois dernières années : la mobilisation contre le recours à la détention administrative et l'application aveugle des accords de Dublin ; les discussions sur la réforme de l'asile soumise à votation en juin 2016, sur laquelle nous nous sommes abstenu-e-s en jugeant qu'elle n'était globalement pas assez favorable aux intérêts des réfugié-e-s ; la lutte pour garantir des conditions d'hébergement et d'accompagnement dignes aux requérant-e-s d'asile dans le canton de Genève (en dehors notamment des abris de la protection civile) ; la mise en oeuvre de l'Opération Papyrus de régularisation des travailleurs-euses sans statut légal ; l'anticipation du durcissement de la législation sur la naturalisation au niveau fédéral et le besoin de réformer le processus de naturalisation (critique du dysfonctionnement des commissions de naturalisation) ; l'élargissement du droit de vote et d'éligibilité aux étrangers-ères au niveau cantonal ; la réflexion sur les défis psycho-sociaux liés au parcours migratoire, en particulier le problème de la violence et de la déqualification professionnelle, subies en particulier par les femmes migrantes.

Dans tous ces domaines, les Député-e-s et les Conseillers-ères municipaux, grâce notamment à l'aide de nos partenaires du secteur associatif, ont fait des propositions concrètes au niveau parlementaire par le biais de motions et de projets de loi, qui ont été régulièrement relayées dans la presse. Cependant, nous devons continuer à nous investir dans ces combats afin d'obtenir des avancées sur le long terme.

Le renforcement des régimes autoritaires et populistes en Europe et dans de nombreuses régions névralgiques du monde nous fait craindre de plus en plus pour l'équilibre de la planète. Ces mouvements font des émules partout, y compris en Suisse. Ils prônent et organisent le rejet et l'exclusion des minorités ainsi que des personnes les plus fragiles de la société. La justice sociale et environnementale ainsi que l'Etat de droit sont le cadet de leur souci.

En liaison avec le Comité directeur, les autres commissions thématiques du parti cantonal et le Parti socialiste suisse, la Commission migration, intégration et Genève internationale du Parti socialiste genevois s'engage pour un monde plus ouvert, plus accueillant, plus juste et plus solidaire.

N'hésitez pas à nous rejoindre ! ●  
[www.ps-ge.ch/groupes-de-travail/](http://www.ps-ge.ch/groupes-de-travail/)



# PROJET D'AMÉNAGEMENT DES CHERPINES

Par **Elisabeth Gabus-Thorens**  
Maire de Confignon

**Une convention relative à la coordination entre l'urbanisation et l'offre de mobilité aux Cherpines a été signée entre les communes de Confignon et Plan-les-Ouates, d'une part et le Canton, d'autre part.**

Le grand projet d'aménagement des Cherpines a été décidé par le canton et les citoyen-ne-s genevois-e-s suite au référendum soumis au peuple en mai 2011. Les exigences de la Confédération relatives au plan directeur cantonal 2030 demandant une densification des projets d'aménagement, le Grand Conseil lui a emboîté le pas en mai 2015. Ces exigences ont été répercutées sur le projet des Cherpines: ce n'était plus 250'000 m<sup>2</sup> de plancher qui étaient prévus pour le logement, mais 331'000 m<sup>2</sup>, correspondant pour l'entier du projet à une augmentation de la population de 10'000 habitant-e-s ! Face à ces nouvelles exigences, la Commune de Confignon et, dans une certaine mesure, celle de Plan-les-Ouates, ont craint que la densification altère la qualité du projet. Les habitant-e-s, ainsi que les associations se sont mobilisés pour faire part de leurs craintes et d'un certain ras-le-bol devant la pression grandissante des autorités sur les petites communes. Les communes ne se sont pas opposées d'office aux mesures de densification voulues par la Confédération et le canton. Elles ont toutefois exigé du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE) des propositions complémentaires afin que le nouveau quartier n'étouffe pas sous une mobilité incontrôlée et que la qualité du quartier soit préservée.

L'objet de la convention signée par les communes et le Canton est de conditionner la réalisation du quartier à la réalisation, par étapes, de nouveaux instruments de mobilité. Ainsi, à défaut d'installation des nouveaux moyens de transport, le développement du quartier sera bloqué.

**Étape 1:** La mise en service du tramway depuis les Palettes

jusqu'aux Cherpines dans un premier temps. Ce mode de transport doit être terminé en même temps que l'arrivée des premiers habitant-e-s et le développement des premiers plans localisés de quartier. A ce stade, c'est plus de 100'000 m<sup>2</sup> de logements qui seront construits.

**Étape 2:** La mise en service d'une ligne de bus tangentielle depuis Bernex, via les Cherpines avec, ensuite, un rabattement vers les gares du Léman Express, du Bachet et de Lancy, ainsi que le réaménagement de la route des Jeunes. Ces aménagements permettront la réalisation de la deuxième partie des Cherpines, soit plus de 200'000 m<sup>2</sup> de logements.

**Étape 3:** La mise en service d'un transport, type télécabine ou similaire, reliant la douane de Bardonnex, les Cherpines, Bernex, Vernier et l'aéroport. Sans ce nouvel axe de mobilité, la partie des Cherpines se trouvant près de l'Aire, soit plus de 100'000 m<sup>2</sup> de logement, ne se fera pas.

Enfin, les communes s'engagent également à soutenir le projet du réseau de chemin de fer Léman Express dans une étape ultérieure, soit 2035-2040 et à prévoir d'autres mesures de mobilité, telles l'auto-partage et les centrales de mobilité douce.

Cette convention avec le Canton est une nouveauté. Elle est la réponse à des craintes légitimes et fondées des autorités, mais surtout des habitant-e-s. Elle démontre également que, bien que les autorités communales n'aient pas de compétences en matière d'aménagement, elles peuvent, par la négociation, obtenir des résultats. Cette convention crée un équilibre entre la nécessité de réaliser des logements et le respect des besoins des habitant-e-s actuel-le-s et futur-e-s dans les communes. Il va de soi qu'une mobilité suffisante, coordonnée et favorisant la mobilité douce, améliore également la qualité du quartier et son caractère de quartier durable. ●

# ASSOCIATION PREMIÈRE LIGNE : UN TRAVAIL QUOTIDIEN AUPRÈS DES PERSONNES USAGÈRES DE DROGUES

Par **Lydia Schneider Hausser**  
Députée socialiste

Un bâtiment cubique, vert, au milieu d'une place entourée de logements, un espace entre voyage et village. Clin d'œil à la gare, mais surtout premier lieu d'injection en Suisse romande, le Quai 9 a débuté en 2001. L'offre s'est diversifiée avec, en 2007, deux places pour le sniff et, en 2009, 4 places pour l'inhalation (les trois modes majeurs de consommation de substances psychotropes).

Première ligne est une association qui compte près de 45 collaborateurs-trices œuvrant avec et pour les personnes usagères de drogues. En 17 ans d'existence, plus de 5'300 personnes usagères de produits ont défilé dans ce lieu (entre 150 et 180 nouvelles personnes par année).

En 2016, au sein de l'espace d'accueil et de consommation le Quai 9, 940 personnes différentes ont été accueillies pour 54'000 consommations, 30 appels au 144 relatifs à des problèmes d'overdose. En milieu festif, 55 actions pour 5'500 contacts rapides et 219 alertes produits (principalement pour dosage de pilules d'ecstasy) ont été réalisées par l'action Nuit Blanche ? et via le programme d'insertion Le Pôle, 90 personnes ont été suivies individuellement ; 2'900 heures de travail ont été effectuées par des personnes, la plupart fréquentant le Quai 9.

A ses débuts, le but principal de Première ligne était d'améliorer les conditions de vie des personnes faisant usage de substances psychotropes par voie intraveineuse et de les former à de bonnes pratiques en matière d'hygiène d'injection. L'association poursuivait ainsi l'objectif du pilier «réduction des risques», l'un des quatre piliers en matière de politique drogue suisse développée depuis 1991 (prévention, traitement, répression et réduction des risques). Il s'agissait d'accueillir les personnes, là où elles en étaient dans leur consommation en préservant au mieux leur santé. Le concept de réduction des risques s'est développé et a évolué depuis, en tenant compte des nouveaux besoins des personnes usagères de drogues. Actuellement les valeurs et actions d'intervention de l'association Première ligne s'articulent autour de trois axes principaux :

– **la réduction des risques sanitaires** pour et auprès des personnes usagères de drogues rencontrant des consommations dites problématiques, en limitant la transmission des

virus VIH/sida, hépatites et autres IST (infections sexuellement transmissibles). Le travail sur cet axe est assuré principalement par le Quai 9.

– **la prévention, l'information et la réduction des risques liés aux consommations dites récréatives ou occasionnelles en milieux festifs.** Les activités dans ce champ sont portées par l'action Nuit Blanche ? qui va à la rencontre du jeune public, principalement en soirée.

– **la réduction des risques sociaux** en développant des réponses sociales pour les besoins des personnes fréquentant le Quai 9 ; le Pôle remplit ce rôle.

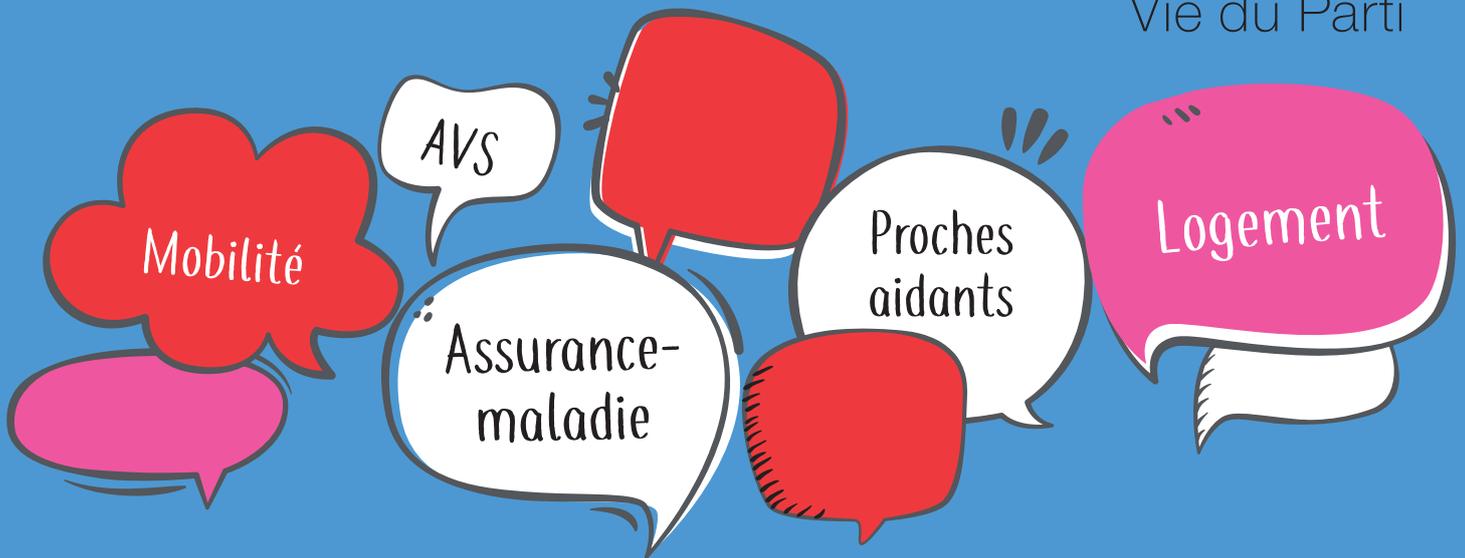
« Le fondement de l'association Première ligne, est de considérer toute personne usagère comme une personne à part entière, citoyenne et actrice de ses choix »

Au-delà des prestations, le fondement de l'association Première ligne, comme celui d'ailleurs de la réduction des risques de manière large, est de considérer toute personne usagère comme une personne à part entière, citoyenne et actrice de ses choix. Même si la consommation est là, même si beaucoup de personnes usagères se trouvent dans une situation de grande précarité, elles doivent garder l'opportunité de prendre place au sein de notre cité.

Première ligne a innové en 2017 en faisant venir la culture dans ses murs : expos photo, théâtre, musique. Regardez et suivez les annonces sur son site ou sa page Facebook, d'autres activités auront lieu, vous y êtes les bienvenu-e-s. ●

[www.premiereligne.ch](http://www.premiereligne.ch)

[www.facebook.com/associationpremiereligne](https://www.facebook.com/associationpremiereligne)



## TABLE RONDE ORGANISÉE PAR LE GROUPE PS 60+

Table ronde sur les thématiques des seniors

**Vendredi 2 mars à 18h**

A la salle communale du Môle, Rue du Môle 21, 1201 Genève

Avec la participation des candidat-e-s socialistes au Conseil d'Etat:

**Anne Emery-Torracinta, Thierry Apothéloz et Sandrine Salerno**

## *J'adhère au Parti socialiste genevois*

Je souhaite adhérer au PS en tant que :

- Membre : je peux participer activement et ou présenter ma candidature pour une fonction publique ou interne au parti.  
(Les femmes seront automatiquement inscrites au PS Femmes).
- Sympathisant-e : je n'ai pas la possibilité de participer activement, mais je souhaite être tenu-e au courant des actualités du parti.

Nom et Prénom.....

Date de naissance.....

Adresse .....

NPA et Lieu .....

Téléphone .....

E-mail .....

Merci d'envoyer votre coupon rempli à l'adresse suivante :

Parti socialiste genevois  
Rue des Voisins 15  
1205 Genève



PAYER PLUS CHER UN ABONNEMENT  
PRIVÉ POUR VOIR JOUER LA NATI?

JAB  
CH-1205 Genève  
P.P./JOURNAL

## VOTATION DU 4 MARS 2018 LES MOTS D'ORDRE DU PSG

### VOTATION FÉDÉRALE (2 OBJETS):

1. Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 16 juin 2017 concernant le **nouveau régime financier 2021**? OUI
2. Acceptez-vous l'initiative populaire du 11 décembre 2015 «Oui à la suppression des redevances radio et télévision (suppression des redevances Billag)»? NON